

une folie, il me semble, ou à l'encontre de la stabilité, pour employer une autre expression, que de nous dégager unilatéralement.

Le sénateur O'Leary (Carleton): Monsieur le ministre, si je posais toutes les questions qui me viennent à l'idée à la suite de votre exposé, nous serions ici jusqu'au jugement dernier et je ne veux pas accaparer tout le temps du Comité. Le sénateur Brooks a posé l'une des questions qui m'étaient venues à l'esprit. Il y a environ trois semaines, le secrétaire d'État britannique à la défense, M. Healy, a dit que dans son opinion, qui est sans doute celle de ses conseillers militaires, toute guerre conventionnelle en Europe est devenue inconcevable. Il ne peut y avoir qu'une guerre nucléaire. Et avec cet argument, il a soutenu qu'il est grand temps que la Grande-Bretagne retire une partie de ses forces du Rhin, en ajoutant aussi que Bonn n'observait pas certains termes des accords financiers. En outre, depuis quelques semaines, des voix influentes au Congrès des États-Unis demandent le retrait des forces américaines. Quel effet ces déclarations ont-ils eu sur la manière de voir du gouvernement canadien pour ce qui est de nos propres forces?

L'hon. M. Martin: Elles ont eu un grand effet sur ma manière de voir. Premièrement, votre première question est essentiellement d'ordre militaire et ce serait présomption de ma part que de vouloir y répondre, quant à l'importance relative des armes conventionnelles et des autres forces. Je vous ferai aussi remarquer que la Grande-Bretagne doit résoudre un grand problème dans sa balance de paiements. Ce problème est très grave, bien que le programme d'austérité adopté récemment ait apporté quelque amélioration à la situation.

La Grande-Bretagne a menacé de retirer une partie de ses forces de l'O.T.A.N. pour des raisons économiques. Le chancelier de l'Échiquier, M. Callaghan, a adopté une politique de retranchement des engagements militaires de la Grande-Bretagne dans le monde entier, à Aden, à Singapour et ailleurs. Il ne m'appartient pas de dire à la Grande-Bretagne ce qu'elle doit faire. Toutefois, je considérerais le retrait des forces anglaises, en sus des réductions normales approuvées par tous les partenaires de l'O.T.A.N. comme une chose grave. Je ne pense pas que ces réductions soient aussi importantes qu'on les a proposées, mais si elles avaient lieu ce serait un développement très grave. A mon avis, elles auraient un effet considérable pour l'O.T.A.N.

De même, une décision des États-Unis, pour une raison ou pour une autre, de retirer une partie importante de ses forces, sans consultations préalables, aurait des conséquences graves.

Toutefois, à ma connaissance, il n'y a aucun danger que les États-Unis le fassent. Naturellement, je ne puis parler pour le gouvernement britannique, mais je ne pense pas que les intérêts britanniques dans l'O.T.A.N. puissent permettre une telle décision unilatérale. Je me rends bien compte de la gravité du problème de la balance des paiements pour la Grande-Bretagne, et j'espère....

Le sénateur O'Leary (Carleton): Puis-je vous interrompre pour ajouter que ce ne fut pas la seule raison invoquée par M. Healy. Sa principale raison était que toute guerre éventuelle en Europe sera une guerre nucléaire et non plus une guerre conventionnelle.

L'hon. M. Martin: C'est peut-être l'opinion de M. Healy, mais quelque importante que soit cette opinion, il faut tenir compte des arrangements stratégiques collectifs de défense de l'organisation. Aucun pays ne peut prendre de décisions concernant la stratégie de l'O.T.A.N. C'est une décision collective réservée à SACEUR et chacun de nous a ses propres vues concernant l'autorité qu'on doit lui accorder. La décision ne dépend d'aucun gouvernement, mais de l'O.T.A.N. agissant collectivement.